

édito

2024 met un coup de projecteur sur les volumes produits en France

Les producteurs de grandes cultures ont connu une année 2024 très compliquée en termes d'opérations culturales comme de résultats économiques. Seuls ceux qui produisent des cultures industrielles peuvent espérer tirer leur épingle du jeu. La campagne, marquée par un enchaînement d'épisodes météo contrariaires, se solde par un manque conjoncturel de volume de grains sans envolée des prix. Cet accident crée une onde de choc dans les organismes stockeurs (OS) dont le modèle économique repose sur la couverture des charges de structure par la marge sur les volumes travaillés. Dans le même temps la tension sur les trésoreries des exploitations à l'issue de deux campagnes difficiles complique le financement des approvisionnements 2025. Certains OS très engagés dans l'avance de trésorerie pour maintenir leur activité agro-fourrière sont pris dans l'étau de ce double phénomène. On peut s'attendre à ce que l'écart entre les prix payés aux producteurs et les cotations sur les marchés mondiaux s'accroissent.

Les rendements des grandes cultures sont en baisse tendancielle sous l'impact d'une fréquence accrue d'aléas météo et du caractère progressif et parfois difficile de la transition des itinéraires culturaux (molécules interdites, sols qui s'épuisent...). Concevoir un système plus robuste est une préoccupation de plus en plus fréquente, l'accroissement de surface à système identique ne suffisant plus à compenser la tendance négative.

sommaire



03

Grandes cultures



11

Fruits



15

Lait



20

Bovins viande



24

Filière avicole



27

Production porcine

En fruits, les récoltes ont été plutôt satisfaisantes en volume mais la météo a parfois affecté la qualité. Dans ces filières, toute stratégie d'accroissement des volumes est conditionnée par la hausse de la consommation. La création variétale est mobilisée pour proposer de nouveaux segments de marché et créer des offres gustatives plus marquées et reconnaissables par les consommateurs. Tout au long de la filière, cette démarche sur la diversité variétale intègre les questions d'échelonnement de la production, de gestion des risques de marché et de contraintes logistiques.

Côté élevage, pour la première fois depuis 3 ans, la production laitière a progressé en 2024. Le secteur laitier connaît une baisse de volume tendancielle consécutive à l'accélération de la baisse du nombre d'exploitations et du cheptel. L'augmentation de production par exploitation se poursuit mais la saturation croissante de la main-d'œuvre ralentit le processus d'agrandissement, épuise les producteurs, même les plus performants. Les opérateurs de transformation s'inquiètent de la déprise et cherchent à consolider le prix du lait payé aux agriculteurs en recherchant un mix produit à plus forte valeur ajoutée, quitte à s'alléger en volumes mal valorisés. D'autant plus que la filière poursuit les objectifs d'amélioration de sa performance carbone.

En viande, la production s'est redressée en 2024, marginalement en bovins, légèrement en porc et significativement en volaille après 3 années très marquées par la grippe aviaire. L'année est plutôt bonne pour les ateliers d'élevage mais avec d'importants écarts de résultats et une pression sanitaire importante sur la campagne à venir. Les entreprises

d'abattage et transformation se trouvent confrontées à une perspective moyen terme de baisse des volumes travaillés qui se traduit par des fermetures de sites et augure une compétition accrue pour se maintenir. La consommation française s'érode et se transforme : le développement de la consommation hors foyer et les évolutions sociétales modifient les types de viande recherchés et les modes de valorisation. Cela ne bénéficie globalement pas aux labels et viandes à valeur ajoutée et favorise en théorie les viandes importées. Dans ce contexte, la filière doit trouver une stratégie d'image de la production locale pour peser sur les arbitrages des secteurs de la restauration collective. Les concessions prévues dans le cadre de l'accord de libre-échange avec le Mercosur apparaissent alors particulièrement pénalisantes et à contre-courant de la transition agro-écologique visée en Europe et en France.



Philippe BOULLET,
Directeur performance et prospective,
Conseil national Cerfrance



Mélanie RICHARD,
Responsable conseil économique et métier, Conseil
national Cerfrance

Grandes cultures : rendements et prix en berne, chute des résultats



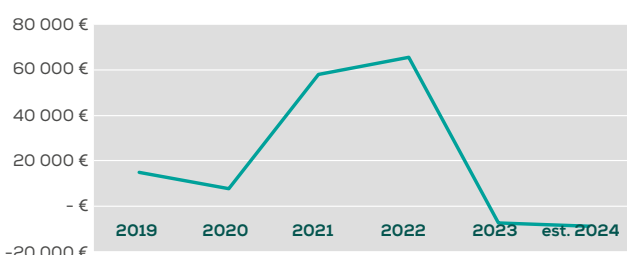
par **Mathilde SCHRYVE**, Responsable études et perspectives, Cerfrance Bourgogne-Franche-Comté et **Thierry LEMAÎTRE**, Agronome

À court terme, gérer une seconde année catastrophique en céréales

Les pluies extrêmes et les prix faibles se sont conjugués en 2024, entraînant un produit particulièrement faible pour les céréales d'hiver. Le colza et les cultures d'été sont généralement épargnés, à condition que les semis et récoltes aient pu se faire dans de bonnes conditions. En dépit de la baisse de 40 % du prix des engrais, les résultats globaux sont mauvais, sauf dans les systèmes intégrant une forte proportion de cultures industrielles. En Bourgogne-Franche-Comté par exemple, le résultat courant est estimé à -5000 € par agriculteur, négatif pour la seconde année consécutive.

Face à cette situation, les céréaliers ayant souscrit des assurances multirisques climat attendent de voir si les dégâts seront couverts. Ceux ayant placé des DEP pourront les réintégrer. Enfin, anticiper les besoins en trésorerie pour les mois à venir permettra de mettre en place des reports d'échéances, des ouvertures

Résultat courant / actif non salarié céréaliers spécialisés Bourgogne-Franche-Comté (€ constant base 2019)



Source : Cerfrance

de crédit ou prêts court terme si nécessaire. Des dispositifs exceptionnels mis en place par l'État et les banques pourraient venir soulager les trésoreries des exploitations les plus en difficulté grâce à des prêts sur 2 à 3 ans à taux bonifié.

À moyen terme, trouver des leviers pour limiter l'incidence des aléas

Les céréaliers sont particulièrement sensibles aux aléas climatiques ou économiques. Leurs cycles de productions relativement courts et leur forte dépendance aux achats d'intrants, ainsi que leur grande connexion aux marchés mondiaux, les rendent plus vulnérables aux variations de résultats. Face à ce constat, plusieurs stratégies sont possibles.

Des amortisseurs internes peuvent être recherchés. La maîtrise des charges de mécanisation et la recherche de productivité du travail permettent de baisser le prix de revient, afin de mieux supporter les mauvaises années. La production de cultures sous contrat protège des variations de prix de vente. Faire évoluer ces pratiques pour rendre son exploitation plus économe en intrants, comme en agriculture biologique, peut donner de bons résultats si la marge obtenue est suffisante. Enfin, développer des ateliers dégagant des revenus plus stables et complémentaires sur l'usage des ressources (main-d'œuvre, bâtiments, surfaces) permet de lisser les revenus et de s'appuyer sur les services agronomiques que peuvent se rendre les ateliers culture et élevage.

Grandes cultures

Par ailleurs, **des amortisseurs externes** peuvent également permettre de lisser les revenus en cas de forte instabilité. La production d'énergie permet de dégager des revenus stables, développer de la prestation de service permet d'amortir son matériel sur une plus grande surface. Il est également envisageable de constituer une épargne de précaution lors des bonnes années ou de souscrire à une assurance multirisques climatiques pour s'assurer suffisamment de trésorerie en cas d'aléa.

Quels que soient les leviers choisis pour limiter les effets des aléas sur les résultats des systèmes céréaliers, il est nécessaire d'évaluer leurs répercussions sur l'exploitation. Chacun mobilisera des ressources, il faut donc veiller à ne pas les sursaturer (main-d'œuvre, matériel lors des pics de travail). Il peut avoir des effets vertueux ou néfastes sur l'équilibre agronomique ou écologique, ainsi que sur les ressources et résultats économiques de l'entreprise. Seule une approche globale de chaque projet permet de s'assurer de sa durabilité et de la cohérence avec les objectifs du chef d'entreprise.

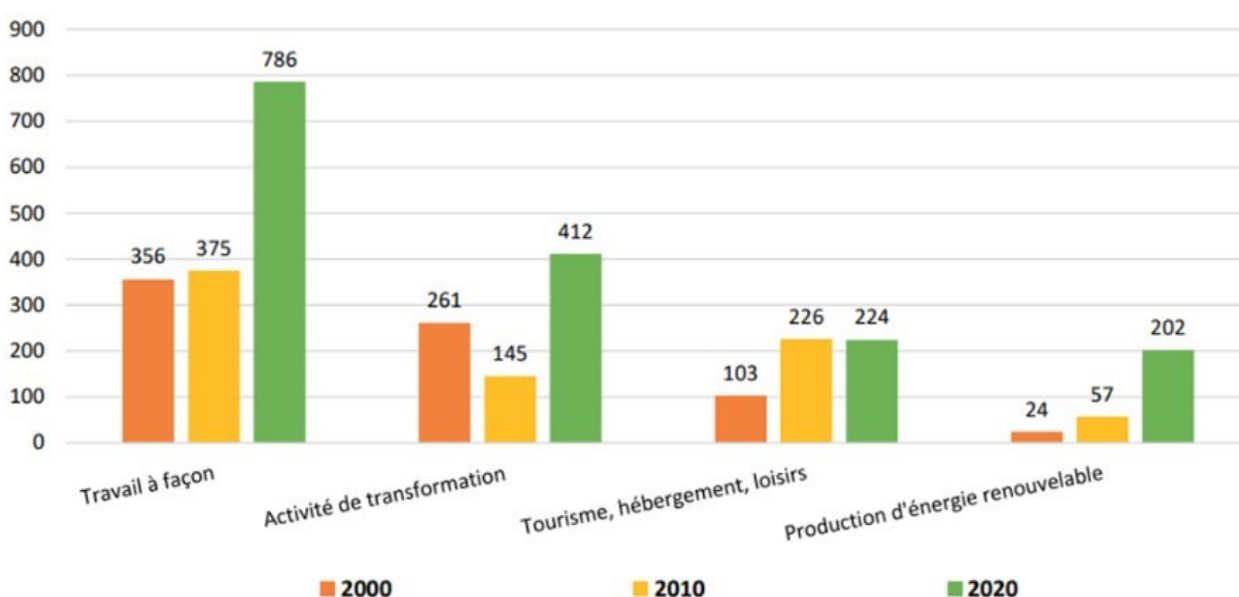
Avoir une approche système : exemple de la mécanisation

Comme la plupart des leviers, la mécanisation a des incidences à la fois sur l'agronomie, les résultats économiques et l'organisation du travail.

Après de bonnes années, le constat est systématique; les charges de mécanisation reprennent le chemin de la hausse. La question essentielle est de savoir s'il s'agit d'un rattrapage de sous-investissement lors d'années difficiles ou d'investissements d'opportunités (défiscalisation, commercialisation...) pas forcément réfléchis en termes de rentabilité. La réponse est propre à chaque exploitation et s'inscrit dans une stratégie d'équipement.

A titre d'exemple, l'agrandissement des largeurs de travail que nous constatons peut-être le reflet du besoin d'intervenir sur des fenêtres rendues de plus en plus courtes par le changement climatique. Pour d'autres

Une augmentation importante de la pratique des activités de diversification ces dix dernières années Évolution du nombre d'exploitations* pratiquant une activité de diversification depuis 2000



* Une même exploitation peut pratiquer plusieurs activités de diversification.

Remarque : les activités de négoce ne sont pas représentées sur ce graphique car elles n'ont pas été enquêtées lors des recensements agricoles de 2000 et de 2010.

Champ : Île-de-France, hors structures gérant les pacages collectifs.
Source : Agreste - Recensements agricoles 2000, 2010 et 2020

Grandes cultures

exploitants, c'est le manque de main-d'œuvre qui peut les pousser à choisir du matériel plus grand et automatisé pour augmenter le débit de chantier.

Ainsi, les charges de mécanisation sont généralement de plus en plus lourdes au sens propre comme au figuré. L'évolution des matériels se traduit par une taille et une puissance de plus en plus élevées, une technologie toujours plus sophistiquée, qui passent difficilement dans les résultats économiques comme dans les champs, dès que les conditions ne sont pas idéales.

Des conséquences potentiellement négatives sur le plan agronomique

Les machines de récolte et en particulier celles des cultures industrielles (intégrales en betteraves, automotrices en pommes de terre et en légumes industriels) atteignent voire dépassent un poids de 70 tonnes à charge. Malgré le nombre d'essieux ou le recours à des chenilles, **le tassement des sols est quasi inévitable.**

En fonction des conditions météorologiques de travail, d'humidité et de texture du sol, ainsi que de la sensibilité au tassement, les conséquences agronomiques peuvent être préjudiciables à la fertilité des sols et ce pendant plusieurs années, avant que la terre ne retrouve son état normal. Dans les zones concernées la compaction des sols nécessite un surcroît de puissance et oblige parfois le recours à des outils coûteux de décompactage. Par ses effets négatifs sur la porosité, la vie du sol, la capacité de rétention, la disponibilité des éléments chimiques, elle induit **une baisse de fertilité.** À l'heure où **l'agronomie est remise au centre des préoccupations de l'agriculteur**, c'est un facteur à ne pas négliger.

Faut-il choisir entre des matériels lourds pouvant travailler vite sur des fenêtres réduites et des matériels plus légers, ayant des débits

moindres mais pouvant entrer dans les parcelles sur de plus vastes fenêtres? Pour s'orienter entre ces deux options, les contraintes agronomiques (fragilité des sols) et celles liées à la main-d'œuvre (plus ou moins disponible) et l'assolement (permettant plus ou moins de lisser les pointes de travail) pèsent également. Enfin, devant les coûts de la mécanisation dans les charges totales (un tiers environ), diluer le coût du matériel sur un plus grand nombre d'hectares est toujours pertinent. L'agrandissement n'est alors pas la seule possibilité, le partage de matériel en copropriété ou en CUMA, ou encore la délégation à un voisin ou entrepreneur qui amortira sa machine sur de plus grandes surfaces peuvent être des façons de diminuer ce coût.

La période 2023-2024 rappelle que la mécanisation ne s'évalue pas à la simple lecture d'un montant brut de charges à l'hectare. L'équipement d'une exploitation doit se raisonner globalement dans son contexte. Tenir compte du terrain, (texture des sols, pentes, morcellement du parcellaire...), de la disponibilité en main-d'œuvre et plus généralement de l'organisation possible des travaux, des engagements sur des productions exigeantes sur la qualité sont des exemples de critères déterminants pour assurer la cohérence des charges de mécanisation avec le système d'exploitation et la taille de l'entreprise, sans oublier les capacités de financement.

D'autre part, cette campagne rappelle également que les itinéraires techniques doivent pouvoir s'adapter à des conditions exceptionnelles, quitte à faire quelques entorses aux pratiques de long terme adoptées (non-labour TCS...) pour restaurer la qualité de sols qui ont particulièrement souffert cette année. ●

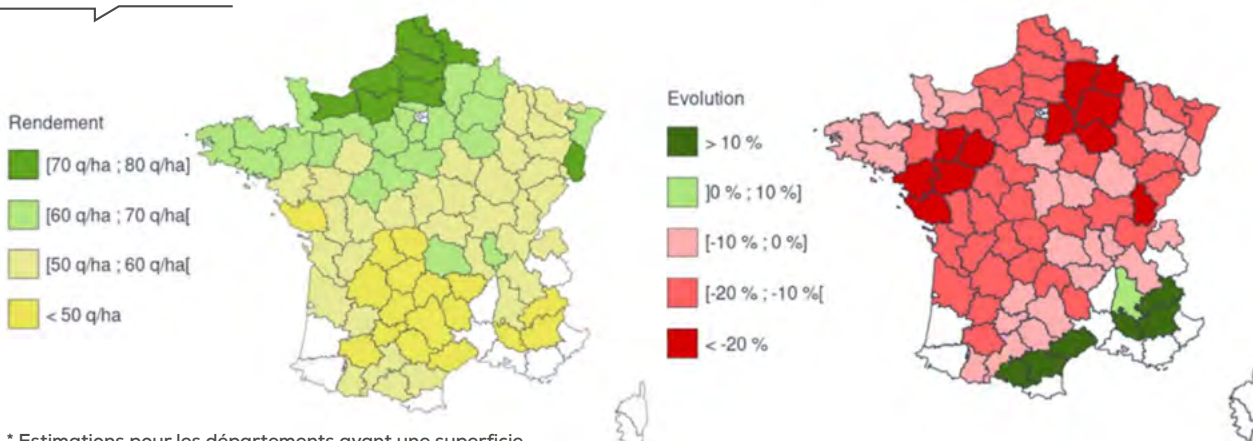
Céréales d'hiver: la double peine

Une campagne 23/24 française catastrophique, un marché mondial équilibré

En France, la météo très pluvieuse durant toute la campagne 23-24 a perturbé les semis des cultures d'hiver, provoquant une baisse des surfaces en blé (-11% / 2023) et en orge. Elle a également limité la luminosité, entraînant des rendements en berne (62q/ha en blé tendre). La récolte française de céréales à paille, avec 54,8 millions de tonnes, est donc la plus basse depuis 30 ans. La qualité est également décevante, même si le travail du grain effectué par les collecteurs permettant, selon la filière, de faire face aux besoins des acheteurs.

Parallèlement, l'équilibre entre offre et demande au niveau mondial reste bon, quoiqu'un peu plus tendu que lors des précédentes récoltes. En effet, si l'Europe de l'Ouest et la Russie ont vu leur production baisser, celles d'Amérique et d'Australie ont été excellentes. En parallèle, la demande des principaux importateurs de céréales d'hiver semble marquer le pas. Les stocks sont stables et les prix fluctuent autour de 220 €/t pour Euronext.

Rendement du blé tendre pour la récolte 2024 et évolution par rapport à 2023*



* Estimations pour les départements ayant une superficie de blé tendre supérieure à 2 000 ha.
Source: Agreste - SAA (semi-définitive pour 2023) - Estimation précoce de production 2024

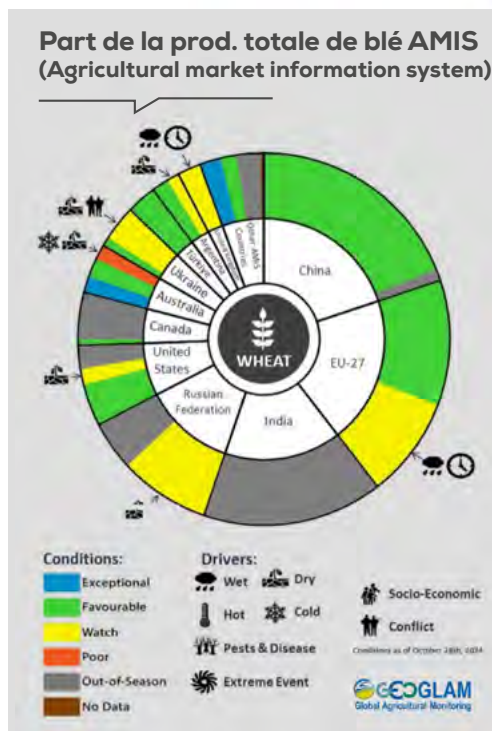
Faible disponibilité, compétitivité en berne... les exports sont attendus en baisse de 40 %

Les marchés mondiaux sont rendus plus fluctuants par les incertitudes climatiques et géopolitiques, et par la présence accrue des fonds financiers depuis la crise du Covid.

Face à des céréales russes et ukrainiennes très compétitives, et en dépit d'un taux de change euro-dollar avantageux, les céréales européennes s'exportent peu. L'activité est réduite par le manque de volume, de qualité et d'opportunités.

Campagne 24/25: semis d'automne retardés en Europe

Les semis d'automne ont pris du retard en Europe, car les conditions humides perdurent, faisant craindre une nouvelle campagne perturbée. A contrario, la récolte de l'hémisphère sud est prometteuse.



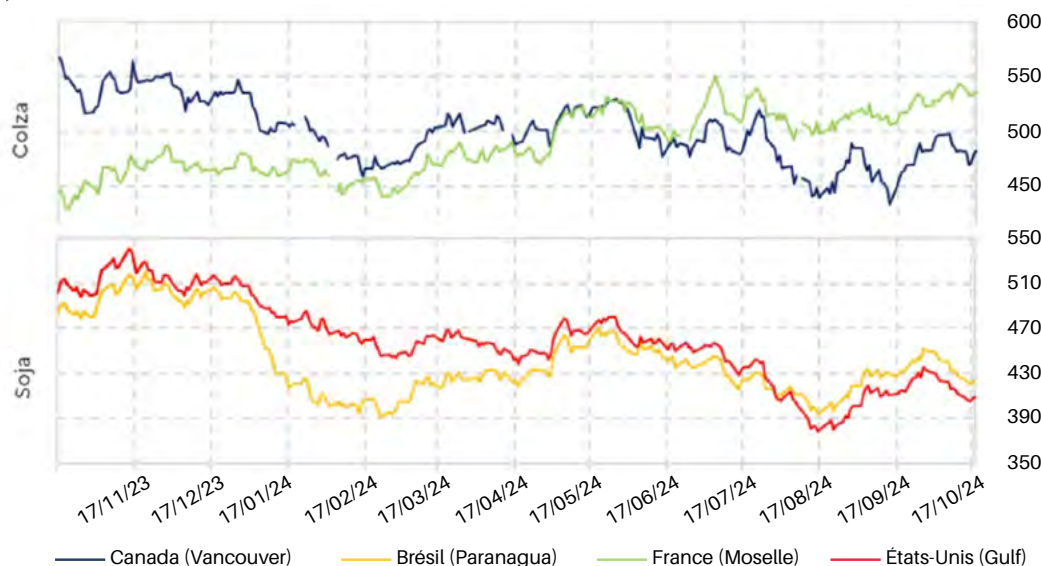
Oléagineux : des prix soutenus qui amortissent les effets de la météo

Une collecte française en berne, une production mondiale dynamique

En France, la campagne 23/24 a également été compromise pour les oléagineux. La baisse de surface (-3 % pour le tournesol, -6 % pour le soja et -1 % pour le colza) est due à des difficultés agronomiques rencontrées pendant l'année. Les rendements sont également en baisse, entraînant une production nationale particulièrement faible. Elle chute de 8 % pour le colza par rapport à 2023.

La hausse la production mondiale d'oléagineux en 23/24, grâce à la bonne tenue des récoltes nord-américaine, russe, argentine et brésilienne, permet de faire face à une consommation dynamique : la Chine importe de nouveau massivement du soja, et l'utilisation du canola/colza et du soja pour produire du biodiesel se développe dans le monde entier. L'Ukraine exporte de plus en plus souvent le tournesol sous forme d'huile et de tourteau, après la mise en marche de nouvelles usines de trituration.

Évolution des cours mondiaux à l'exportation (\$/tonne)

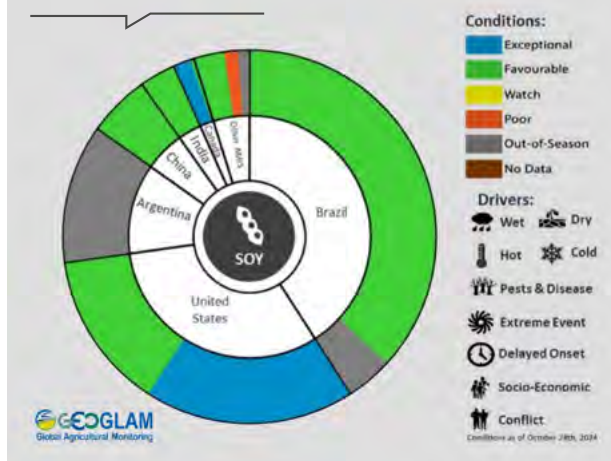


2025 : Les semis de colza se sont réalisés dans des conditions difficiles, limitant la robustesse des plants. Les températures douces pourraient de plus être profitables aux ravageurs.

Marché européen très tendu, qui maintient des prix élevés

Les prix sont volatils, mais se maintiennent à un niveau élevé (entre 500 et 550 €/t pour le colza départ Montoir). Ils sont portés par un marché des huiles tendu (stocks malaisiens fortement contractés) et une parité euro / dollar élevée. La possibilité que l'industrie des biocarburants soit désavantagée par des événements politiques, tels que l'élection de Donald Trump, ne suffit pas à diminuer la tension sur le marché d'huiles européennes, induite par les faibles récoltes.

Part de la prod. totale de soja AMIS (Agricultural market information system)



Betteraves: après l'euphorie, le ciel s'assombrit et le temps devient incertain

Une campagne 2024 décevante

Les semis tardifs et les conditions de culture peu propices au développement de la betterave et en particulier de la richesse ont conduit à un rendement qui pourrait être inférieur à 80 t/ha à 16° en repli de 3 à 4 tonnes par rapport à 2023.

Dans le contexte quelque peu euphorique de 2023, les surfaces betteravières sont passées de 380 000 ha à 410 000 ha en France. En Europe également, Pologne et Allemagne notamment, ont augmenté les emblavements.

Face à cette augmentation de surface, aux prévisions d'importations de sucre en provenance d'Ukraine¹ et bientôt du Mercosur, les acheteurs de sucre ne se sont pas précipités pour finaliser les contrats avant l'été comme cela se pratique habituellement. D'autant plus que le marché spot, un indicateur de tendance bien qu'il ne concerne qu'un faible volume de transactions, a nettement décroché depuis le début de l'année. Si les premières transactions commerciales sur la campagne de sucre 2024 se pratiquaient sur un prix d'environ 650 €/t, elles sont aujourd'hui sur la base d'un spot entre 450 et 500 €/t soit un équivalent betteraves de 30 €/t. **Pas sûr donc que tous les fabricants de sucre puissent tenir l'objectif de 40 €/t de betteraves pour la campagne 2024**, sachant que la part des volumes contractualisés reste confidentielle.

Un marché mondial stabilisé pour l'instant, dépendant du Brésil

Actuellement, le marché mondial du sucre roux évolue peu autour de 0,22 \$/lbs. Le surplus de campagne 2024 évalué à 2,1 Mt pourrait être compensé par un déficit probable de 2 Mt en 2025. Le Brésil sera une fois de plus déterminant. Sa campagne actuelle s'achève avec une production moyenne, succédant à une récolte exceptionnelle et il est trop tôt pour prévoir le résultat de la prochaine. La faiblesse historique du real constitue un élément potentiellement baissier du marché.

1. 20 000 t de sucre ukrainien étaient importés avant la guerre, 400 000 t en 2022 puis 500 000 t en 2023 avant la mise en place d'une limitation par contingent à 260 000 t (l'équivalent d'une sucrerie française) en 2024/25.

L'Inde, désormais acteur mondial du marché de l'éthanol

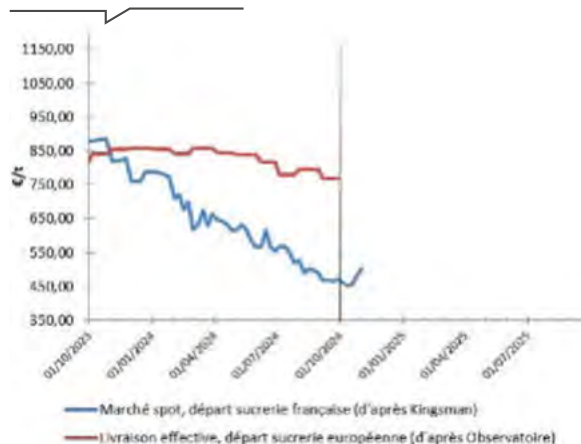
L'Inde se tourne résolument vers l'éthanol carburant et sera peu présente sur le marché mondial du sucre. Mais indirectement sa présence sur l'éthanol, ainsi que les importations pakistanaises concurrentielles notre marché qui évolue entre 60 et 70 €/hl.



Grande incertitude pour 2025

L'euphorie d'une valorisation de la betterave supérieure à 40 €/t aura été de courte durée. À ce jour, aucun engagement d'industriel, pas même un objectif de cours n'est annoncé. À la veille des semis 2025, le risque existe de voir la valorisation de la betterave descendre jusqu'à 30 €/t, nettement en dessous des coûts de production. La prudence sur les surfaces de betteraves pour 2025 s'impose, confirmée par la recommandation de certains industriels de baisser les surfaces.

Cours du sucre sur le marché européen



La pomme de terre française portée par la demande industrielle

Développement de la consommation

Évaluée à environ 370 Mt la production mondiale est concentrée dans 20 pays qui en assurent 80%. 55 % sont assurés par 5 pays : Chine (1/4 de la production mondiale), Inde, Russie, Ukraine et États-Unis. La demande devrait exploser au Brésil ainsi que dans les pays asiatiques.

L'augmentation de la population, mais surtout de la demande en **produits transformés** liée aux changements d'habitudes alimentaires dans le monde, devrait se traduire par une hausse de 15 à 45 Mt de la demande d'ici 2030. La part du transformé passerait de 27 % actuellement à 40 %. Toutefois la consommation reste d'abord boostée par les grandes chaînes de **fast-food** qui adaptent leur menu aux habitudes locales et se tournent vers les pays en développement pour y trouver des relais de croissance.

Progression des surfaces françaises

Pour satisfaire la demande, les grands industriels de la pomme de terre tels McCain, Pepsico Agristo ou Clareboot, s'appuient actuellement sur leur bassin d'approvisionnement traditionnel, même si certains investissent en Inde, au Vietnam ou ailleurs. Plusieurs projets d'usine sont en cours dans le Nord de la France.

Une production supplémentaire de 2 Mt nécessiterait un accroissement des surfaces de près de 50 000 ha, sachant que les rendements en France, comme en Allemagne, sont sur une tendance baissière estimée à -4 à -6 % d'ici 2030.

Une récolte 2024 normale et un marché dynamique

Malgré des plantations tardives, les cultures ont relativement peu souffert des conditions météo, bien que la protection fongicide a nécessité une grande attention et des passages supplémentaires. Seules les conditions d'arrachage de certains secteurs ont pu générer un problème de qualité et quelques soucis de conservation.

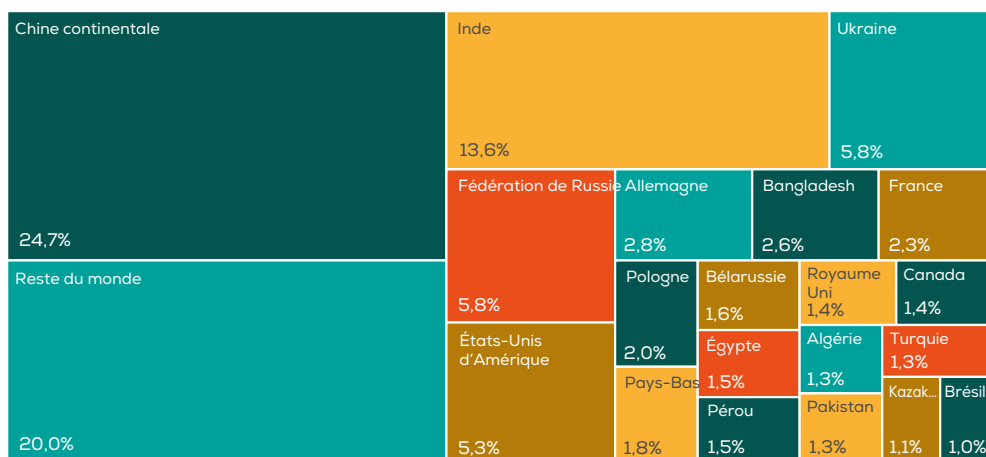
En frais comme en industrie, le marché demeure animé sans à-coups notoires.

Quel avenir pour la pomme de terre en France ?

Au vu du contexte actuel très porteur, de nombreux producteurs, anciens et nouveaux sont enclins à augmenter significativement leur sole de pommes de terre. Les plus expérimentés savent qu'un léger déséquilibre offre / demande peut vite faire basculer les prix. La prudence reste de mise dans la maîtrise des débouchés et incite à l'augmentation raisonnée des surfaces.

À plus long terme la question se pose des acteurs qui alimenteront les marchés mondiaux de la pomme de terre. Changement climatique, accès à la ressource en eau, réglementation et restriction de produits phytosanitaires, coûts de production, sans oublier les enjeux géopolitiques sont autant de facteurs qui feront certainement évoluer sensiblement la carte mondiale de la pomme de terre.

Répartition de la production mondiale (moyenne 2018-2020)



(Source Ceresco)

Grandes cultures bio : des signes de reprise

Après 2 ans de surproduction, provoquée par la hausse des surfaces conjuguée à une baisse de la demande (marché stable en valeur entre 2022 et 2023, mais en baisse en volume), la situation de la filière céréales bio donne de timides signes de reprise.

Les prix repartent à la hausse sur certains secteurs (en particulier le soja et le blé meunier) et les stocks semblent s'apurer chez certains organismes stockeurs.

La situation des producteurs bio est disparate en fonction de leur zone de production, de leur date de conversion, du fait que les cultures soient associées ou non à de l'élevage et de la maîtrise plus ou moins grande de leur commercialisation.

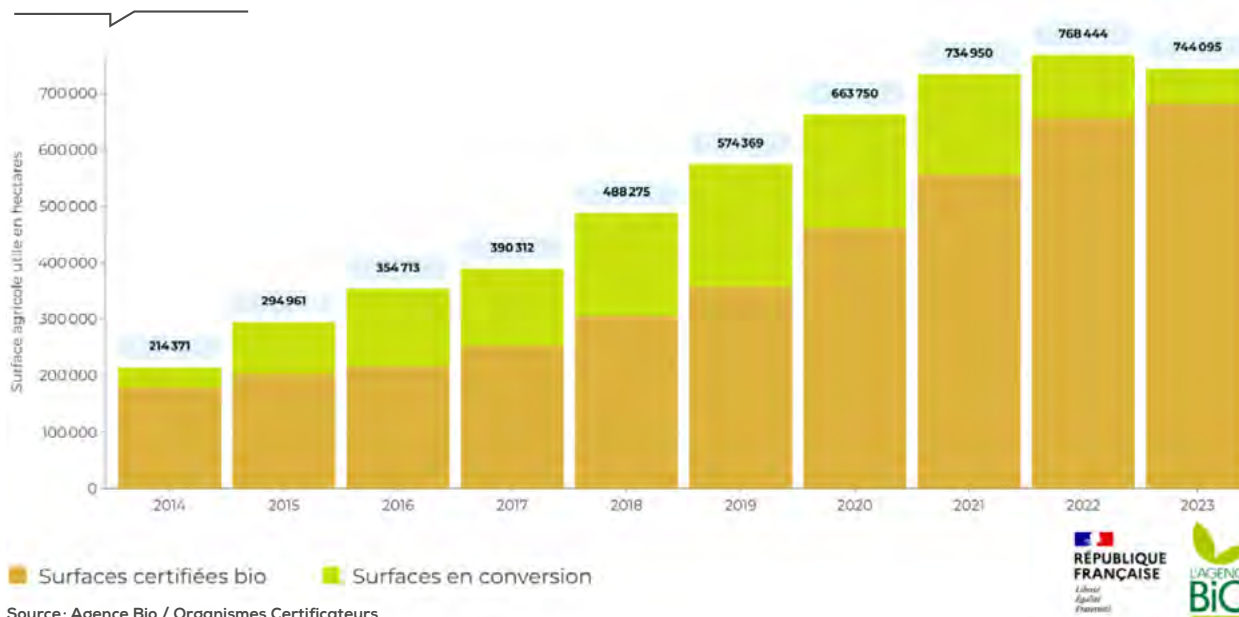
Dans ce système moins productif, la marge doit être supérieure pour compenser les moindres volumes produits par actif. L'hétérogénéité des prix de vente est bien plus importante que dans les systèmes conventionnels. Négocier des contrats avec des entreprises pouvant proposer plus de 100 €/t de plus que l'acheteur classique local permet de trouver un bon équilibre en dépit de la perte de rendement constitutive de ce mode de production. De nombreux producteurs se lancent également dans la vente directe, de céréales (farine, huile, lentille, pain...) ou d'autres produits (maraîchage, viticulture, poules pondeuses), afin de capter plus de valeur.



Le respect de certains fondamentaux agronomiques (diversité de l'assolement, association avec des ateliers d'élevage) permet de limiter les problèmes d'adventices et de perte de fertilité des sols. Il est indispensable pour limiter l'érosion des rendements.

Les exploitations céréalieres bio n'ont pas profité de l'explosion des prix des céréales conventionnelles en 2021 et 2022. En revanche, plus économes en intrants, elles n'ont pas autant subi les effets de l'inflation. À moyen terme, cette stratégie peut être gagnante, aussi bien en termes de niveau moyen que de stabilité des résultats.

Évolution des surfaces bio ou en conversion
France entière - Grandes cultures : toutes les grandes cultures



Fruits : la création variétale redynamise certaines productions



par **Guillaume GÉRAUD**, *Conseiller d'entreprise, Cerfrance Dordogne*

Développement des variétés club en pommes et poires

En pommes, le volume des variétés internationales (Golden, Granny, Gala...) diminue au profit des variétés terroirs (Chanteclerc, Boskoop...) et des variétés dites « club ». C'est à dire des variétés devenues marques déposées et dont la production et la commercialisation obéissent à des règles propres basées sur l'exclusivité. Un nombre restreint de metteurs en marché proposent ces variétés afin d'en contrôler la production, la vente et la communication.

Les variétés club continuent de jouer un rôle majeur dans le renouvellement de la filière fruitière. La Pink Lady, parmi les pionnières, reste une référence pour sa gestion qualitative et sa forte attractivité auprès des consommateurs.



La création variétale est un processus long et coûteux. Avec ce fonctionnement via une marque déposée, les obtenteurs espèrent un retour plus rapide sur investissement. Cependant pour les producteurs, le risque de miser sur la mauvaise variété est fort et les royalties demandées sont parfois conséquentes.

Pour des fruits jugés parfois démodés ou difficiles à consommer ces nouvelles variétés dépoussièrent leur image et relancent la production en ciblant les nouvelles attentes des consommateurs (croquant, acidulé, facilité de consommation...).

C'est particulièrement le cas de la poire qui bénéficie également de la volonté de diversification de certains pomiculteurs. Les surfaces de poiriers sont en hausse de 4 % par rapport à la moyenne quinquennale et de 1 % par rapport à 2023. Les producteurs et les metteurs en marché misent sur de nouvelles variétés pour renouveler et développer l'offre de poires françaises.

Face à la tendance à la baisse de la consommation de ce fruit en France et en Europe, les variétés club redynamisent la demande. En effet, le public semble délaisser les poires fondantes pour s'orienter vers des produits plus croquants et faciles à consommer. Ainsi les étals se diversifient pour accueillir des poires plus adaptées aux attentes d'un public jeune, avec par exemple Qtee, Fred ou encore Xénia. Elles sont plus faciles à manipuler que les variétés plus anciennes très fragiles mais gardent du parfum et de la jutosité.

Nouvelle génération de prunes de variétés américano-japonaises

Depuis une quinzaine d'années, le renouvellement du verger de prunes s'était principalement tourné vers les variétés américano-japonaises avec pour objectif de disposer d'une variété de chaque couleur sur tous les créneaux de matu-

Fruits

rité. Le terme de prunes américano-japonaises est utilisé pour distinguer des prunes traditionnelles européennes (reine-claude, mirabelle, quetsche...), les variétés issues de l'hybridation de prunes avec une origine souvent asiatique.

Elles présentent un certain nombre de qualités :

- Meilleure productivité et plus grande précocité que les variétés traditionnelles
- Bonne résistance des fruits aux manipulations et au transport
- Une grande diversité de formes et de couleurs

Longtemps handicapées par leur manque de saveur, leur développement s'est porté, ces dernières années, vers des variétés plus gustatives avec des taux de sucre et des arômes plus intéressants. Cette nouvelle génération est actuellement mise sur le marché, parmi lesquelles Grenadine, Ruby Star ou Lovita.

Une part non négligeable des variétés traditionnelles est destinée à la transformation (pruneaux, liqueurs, eau-de-vie, compote...) ce qui n'est pas le cas des variétés américano-japonaises et peut donc limiter les possibilités de désengorgement du marché en cas de surproduction.

Pêches et nectarines

Pour ce qui concerne les pêches et nectarines, les producteurs essaient de planifier leur production en échelonnant sur leur exploitation une succession de variétés qui couvrent un calendrier déterminé de récolte. L'objectif est généralement de disposer d' $\frac{1}{4}$ de variétés précoces, la moitié de variétés de saison et $\frac{1}{4}$ de variétés tardives. La plantation de variétés doit être anticipée ainsi que la planification commerciale, afin que la récolte puisse s'écouler sans difficulté. Le réchauffement climatique qui bouleverse le cycle végétal des plantes, provoque parfois un chevauchement des périodes de production des variétés et donc des difficultés d'écoulement.

L'enchaînement très rapide des variétés sur les étals au cours de la saison ne permet pas le développement de variétés club très marketées et complique le maintien d'une offre homogène tout au long de la campagne. La segmentation du marché se cherche : l'entrée « jaune », « blanche » ne correspond pas réellement à la segmentation des attentes des consommateurs qui repose plutôt sur l'acidité et la douceur.

Fraises

En fraise, de nouvelles variétés tentent d'émerger et de plaire aux consommateurs. On peut citer Marigquette, Magnum, Favori... Mais la variété plébiscitée reste la Garigquette.

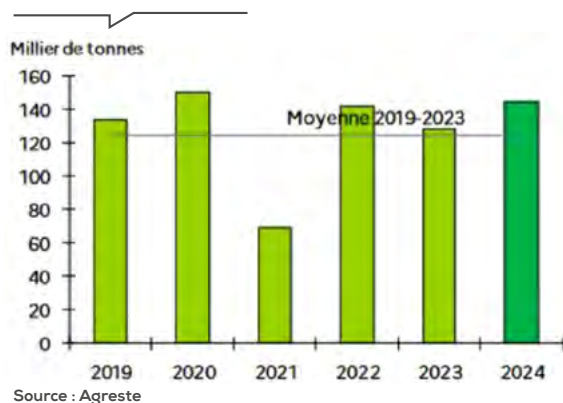
Elle représente 20 % des volumes de fraises produites dans l'hexagone mais aujourd'hui plus personne en France n'entretient cette flamme. Elle est tombée dans le domaine public à la fin des années 90 (20 ans après sa création par l'INRAE), et c'est le CITFL qui a été chargé de maintenir les souches de la variété et de préserver ses caractéristiques. Celui-ci a cessé ce travail en 2021 et la variété a été sortie du catalogue français, empêchant sa commercialisation. Mais comme la Garigquette est encore inscrite sur la liste des variétés reconnues à l'échelle européenne sa mise en marché reste possible.

Depuis 2021, chaque pépiniériste a pu reproduire la variété à sa manière, augmentant le risque de détérioration du matériel génétique. Pour éviter cela, la filière fraise, représentée par l'AOPN « Fraises de France », a initié un processus de sélection des meilleures souches. Ce travail, qui a duré trois ans, devrait permettre de réinscrire la Garigquette au catalogue français. ●

Pommes et poires

Alors qu'en Europe, la production de pommes est globalement annoncée à la baisse pour la troisième année consécutive, en France, la récolte est estimée à 1,7 million de tonnes, selon Agreste. Elle dépasserait de 7 % son niveau de 2023 et de 16 % la moyenne de 2019-2023. Cependant l'augmentation n'est pas uniforme dans toutes les régions. La pression sanitaire a pu être forte en raison des pluies du printemps et du début de l'été. La récolte a également été perturbée çà et là par le mauvais temps. Malgré ce bon niveau global de la production, les petits calibres dans certaines variétés pourraient grever la rémunération des producteurs.

Évolution des volumes de poires en France



En poires, 2024 marque un retour au quasi-potentiel avec une production de 145 000 tonnes. Ceci est principalement lié au phénomène naturel de l'alternance après une petite récolte 2023.

Cette augmentation de la production concerne principalement les poires d'été (par exemple Guyot : +42 % par rapport à 2023). L'augmentation est plus modérée pour les poires d'automne (+5 %).

Les pluies ont accru la pression sanitaire mais celle-ci a globalement été maîtrisée en Provence (première région productrice) et l'eau a permis une bonne prise de calibre.

L'écoulement a été assez fluide depuis les premières mises en marché avec un éventail variétal large en GMS et une bonne visibilité.

Prunes

Avec 13 255 hectares cultivés, la France est le 3^e producteur européen (derrière l'Italie et l'Espagne).

Après deux années très difficiles liées au gel (2021 et 2022), la prune avait bénéficié d'une bonne année 2023. Pour 2024 de manière globale la récolte est à 80 % d'une année normale avec des disparités selon les régions.

Pour la prune d'Ente qui est transformée en pruneau, on observe une baisse de 30 % par rapport à l'année précédente principalement à cause de la grêle.

Les ventes se sont globalement bien déroulées pour les produits de belle coloration et de bonne qualité. Les prix ont été supérieurs aux années précédentes mais certains lots n'étaient pas de qualité satisfaisante en raison des mauvaises conditions climatiques.



Pêches et nectarines

La récolte européenne 2024 est dans la moyenne des 5 dernières années. En France, elle a été supérieure (+ 4% / 2023 et +3% / moyenne 2019-2023).

La production a démarré particulièrement précocement alors que la consommation est restée limitée en début de saison en raison de la météo fraîche peu incitative.

Ainsi, en juin, les cours étaient inférieurs de 11% à ceux de 2023 et de 3% comparés à la moyenne 2019-2023 et ils se sont encore affaiblis en juillet (-12% sur un an et de 8% sur la moyenne 5 ans). Ils se sont en revanche redressés en août (+15% sur un an et de +6% comparés à la moyenne 2019-2023), suite à l'épisode de chaleur favorable à la consommation et à la diminution de l'offre en fin de saison. Le prix moyen 2024 s'établit un peu en dessous de celui de 2023.

Au bilan, la campagne a été compliquée en termes de prix, d'écoulement et de pourcentages d'écart de tri (lié aux conditions météo: pluies du printemps, vent) aboutissant à des résultats hétérogènes mais globalement moins satisfaisants que ceux des campagnes 2020-2022, qui avaient permis de relancer une vraie dynamique pour la filière pêche - nectarine au niveau national.

Fraises

Pour l'année 2024, la campagne de fraise s'est bien déroulée. La météo a été clémente pour les fraises: sans pic de chaleur trop fort ou trop long, la récolte a pu s'étaler sans à-coup. Ainsi, le niveau des prix est resté bon sur une très grande partie de la saison.

Même si pour certains producteurs, les rendements semblent avoir été moyens, 2024 devrait être une année satisfaisante après une année 2023 plus compliquée.



Lait: la conjoncture prix favorable n'enraye pas la déprise



par **Mélanie JUGÉ**, Chargée d'études à l'Atelier des études, Cerfrance Normandie Maine

La faible dynamique de production mondiale entretient le fragile équilibre entre offre et demande

La production des cinq principaux bassins exportateurs (Union européenne, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie et Argentine) diminue de 0,4 % sur les neuf premiers mois de l'année 2024. Elle fléchit aux États-Unis (-0,7 %) sous l'effet d'une baisse de cheptel et d'un manque de génisses de renouvellement. Elle recule également en Argentine, marquée par plusieurs années de sécheresse et de crises. Grâce à la bonne pousse de l'herbe, elle est dynamique depuis cet été en Nouvelle-Zélande, où les abattages de vaches de réforme sont d'ailleurs en retrait. La production laitière australienne est elle aussi en hausse.

En Union Européenne, la stabilité générale masque des disparités selon les pays. La collecte recule en Irlande (-4,3 %) et aux Pays-Bas (-2,3 %). Le dynamisme est porté par les pays latins, dont la France (+1,1 %), et ceux de l'Est, comme la Pologne (+3,3 %).

Les échanges mondiaux de produits laitiers sont moroses, ceux de fromage mis à part. Les échanges de beurre sont au ralenti depuis début 2024 par manque de disponibilité. Les envois néo-zélandais reculent de 7 % sur les neuf premiers mois 2024. Les échanges mondiaux de poudre maigre diminuent eux aussi depuis le 2^e trimestre 2023, avec le retrait

des deux principaux exportateurs mondiaux: les États-Unis (-5 % sur les 9 premiers mois 2024) et l'Union Européenne (-9 %). Exception notable: portés par la dynamique d'exportation états-unienne (+19 % depuis début 2024), les échanges de fromage augmentent.



Le recul des importations chinoises se poursuit. Celui-ci est particulièrement marqué sur la poudre de lait écrémé (-37 %) et sur la poudre de lait entier (-12 %). En effet, la production laitière chinoise se développe (+36 % entre 2018 et 2023), avec le soutien du gouvernement aux grandes exploitations. En parallèle, la consommation chinoise de produits laitiers, bousculée par la crise sanitaire COVID, est aujourd'hui chahutée par la situation économique préoccupante.

Les prix des produits industriels sont bien orientés. Ceux du beurre sont à des niveaux historiques. En Europe, la crainte d'une baisse de l'approvisionnement du fait des épizooties affectant les bovins (MHE – maladie hémorragique épizootique –, FCO – fièvre catarrhale ovine) et

Laït

la demande ferme à l'approche des fêtes de fin d'année a pu conduire à une anticipation des achats, amplifiant les hausses de prix. Les prix de la poudre de lait sont plus à la peine, la demande étant plutôt calme. Les cours du fromage sont haussiers en réponse à une demande soutenue.

Prix des produits industriels

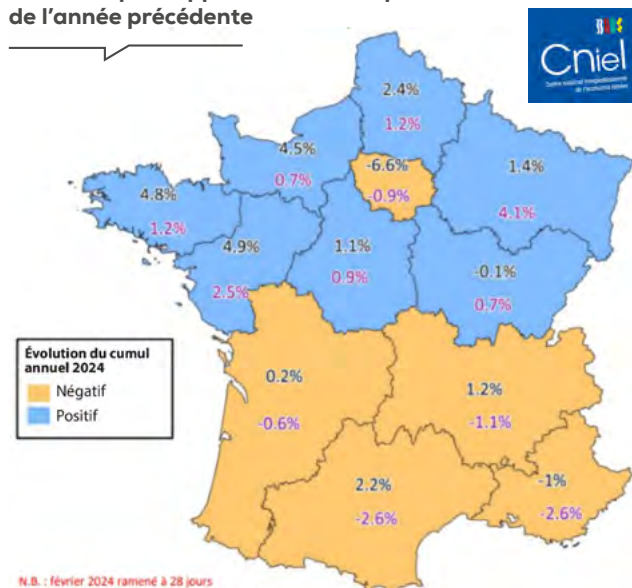


Source : FranceAgriMer d'après USDA

En France, la collecte augmente enfin et la consommation se tient

L'évolution régionale de la collecte

Évolution par rapport aux mêmes périodes de l'année précédente



N.B. : février 2024 ramené à 28 jours

Septembre 2024 : +3,2%

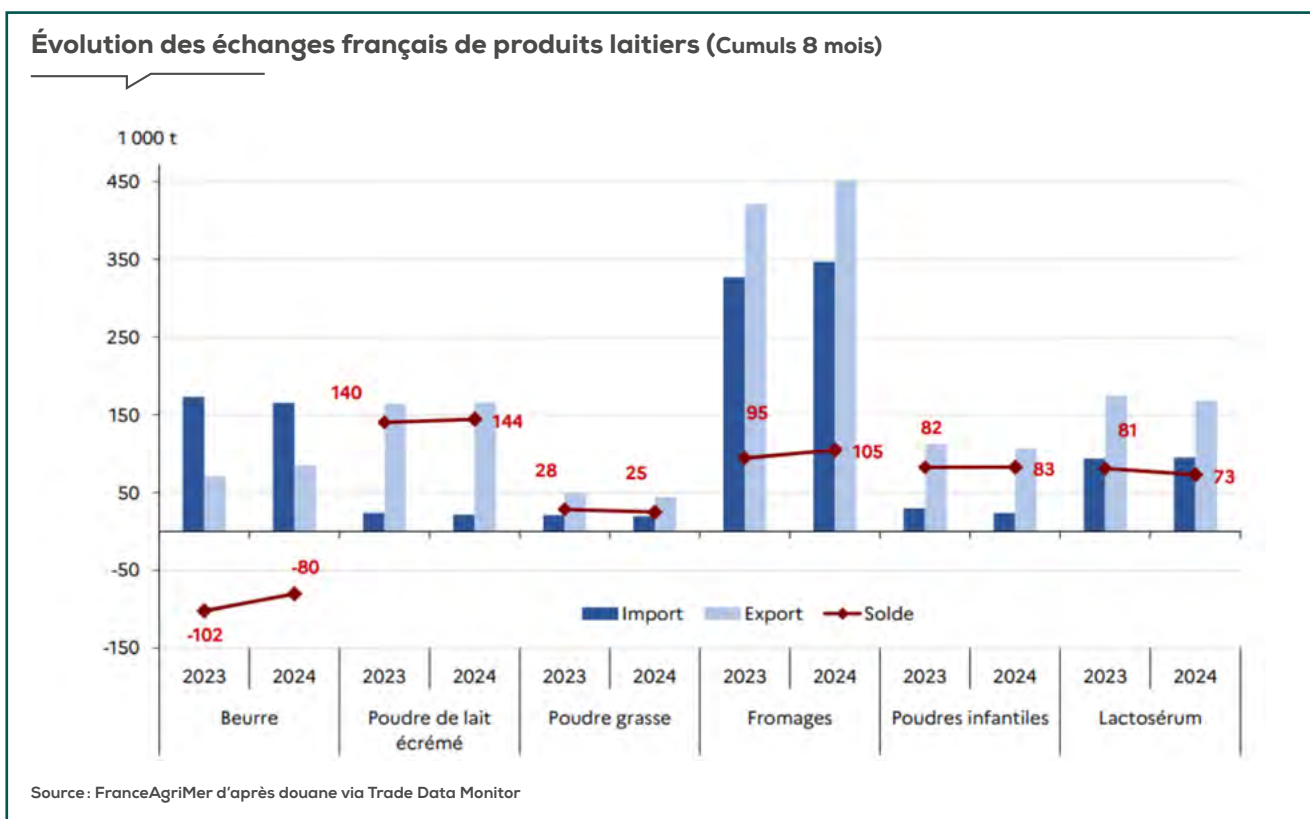
Cumul 09m 2024 : +1,2%

Source : FranceAgriMer

Après plusieurs années de baisse continue de la collecte, celle-ci progresse de 1,2 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période 2023. L'augmentation est portée par la moitié nord de la France, alors que la collecte continue de reculer au sud. Malgré les maladies sanitaires dans certaines zones (FCO, MHE), la production a profité de la bonne qualité des maïs récoltés fin 2023 et des conditions favorables de pâturage cet été. La production reste toutefois inférieure à celle de 2022 (-1,4 %). La hausse de la collecte ces derniers mois ne passe pas par une hausse de cheptel. Celui-ci continue de reculer : au 1^{er} octobre 2024, on comptait 3,3 millions de têtes, en baisse d'1,6 % par rapport à l'année précédente.

Les exportations françaises de produits laitiers se portent bien depuis le début de l'année. Elles ont progressé de 10 % en équivalent lait, portées notamment par la bonne dynamique des envois de fromages. Sur ce segment, les importations augmentent elles aussi (cheddar, gouda, fromages frais, fromages blancs, emmental), mais dans une moindre mesure.

La consommation de produits laitiers par les ménages reste ferme. Les prix à la consommation des produits laitiers ont fortement augmenté entre fin 2021 et mi-2023 (+ 27 % entre novembre 2021 et juillet 2023). Malgré cela, la consommation globale a été relativement préservée. Cependant, des arbitrages ont été réalisés par les consommateurs : les achats de produits bio ou AOP ont reculé, les parts de marché des MDD (marques de distributeur) ont progressé par rapport aux marques nationales. En 2024, les prix des produits se normalisent, et la consommation se maintient. Si les volumes de lait liquide continuent de diminuer dans la continuité des années précédentes, les achats de crème, de fromage, d'ultra-frais sont en hausse en volume.



Optimiser le système de production dans un contexte de conjoncture laitière favorable

Les perspectives de prix de vente du lait demeurent favorables début 2025, bénéficiant de la revalorisation des PGC (produits de grande consommation) et des marchés des produits industriels bien orientés.

Le prix de revient a fortement augmenté ces derniers mois. Le CNIEL l'a ainsi estimé en moyenne à 485 €/1000 l en zone de plaine sur la période de mars à décembre 2023. Depuis, les prix des engrais, de l'énergie refluent. Le coût des aliments a diminué du fait de la baisse du prix des céréales. Faut-il pour autant s'attendre à un recul du prix de revient? Rien n'est moins sûr. En effet, la qualité du maïs récolté en 2024, hétérogène et potentiellement pauvre en énergie, pourra nécessiter des ajustements de ration. Les charges sociales ont augmenté avec les bons résultats des années précédentes. Enfin, La récolte de céréales 2024 aura un impact

négatif sur le résultat des polyculteurs-éleveurs. La conjoncture prix est favorable depuis un peu plus de deux ans. Toutefois, les charges des exploitations ont fortement progressé y compris en 2024, et l'espoir de revenus durablement élevés est retombé. **Dans ce contexte, la prudence dans la gestion de la trésorerie reste de mise, tout en poursuivant le travail sur l'optimisation du coût alimentaire afin de s'adapter en permanence aux aléas climatiques.**



La déprise laitière : une réalité aux causes multiples

En cinq ans, la collecte laitière française a reculé de 3 % et le nombre d'exploitations laitières de 18 %.

Le tissu laitier s'est particulièrement délité dans certains territoires. Et même dans les zones historiquement laitières, le nombre d'exploitations diminue. Cette baisse s'explique essentiellement par la démographie agricole. L'exploitation laitière à céder dans le cas de départ(s) à la retraite n'est pas forcément reprise par un jeune agriculteur qui poursuivra l'activité laitière. Des arrêts de production laitière ou d'activité agricole sont également observés en cours de carrière. Ils peuvent être le fait d'exploitations en bonne santé financière, qui ont la capacité de rembourser les emprunts restants; et qui ont la capacité technique de développer ou de mettre en place une nouvelle production si l'activité agricole se poursuit. C'est le cas par exemple dans les zones de grandes cultures, où la production laitière recule au profit de la production végétale.

La production laitière des exploitations a augmenté sans que la main-d'œuvre suive dans les mêmes proportions: la productivité laitière par UTH a progressé, et cela n'est pas toujours tenable. Compte tenu du poids des investissements, pour être suivis par les banques, les

projets d'installation portent très généralement sur plus de 350 000 l/UTH ce qui s'avère souvent trop lourd sur la durée, surtout en l'absence d'aides familiaux qui se font de plus en plus rares. La part d'agriculteurs diminuant dans la population, il peut être difficile de supporter l'astreinte d'un élevage laitier quand l'entourage est éloigné de ces contraintes. Si le revenu s'est nettement amélioré depuis deux ans, il n'est pas toujours à la hauteur du temps de travail réel sur les exploitations. Par ailleurs, la visibilité économique, comme les perspectives de prix de vente du lait par exemple, est de court terme, ce qui entretient une certaine défiance face à l'avenir.

Les chefs d'entreprise hésitent moins à prendre des décisions radicales.

La question de la nécessaire rentabilité du travail est accrue avec la présence toujours plus importante de salariés qui doivent travailler sur des activités rentables eu égard au coût qu'ils représentent pour l'entreprise. Si la production laitière manque de viabilité économique, les conditions de sa pérennité sont rapidement questionnées. Dans le cas de sociétés associant plusieurs générations, le départ à la retraite d'un associé non remplacé peut rendre difficilement supportable la charge de travail et conduire rapidement à l'arrêt de la production laitière.

La baisse de la production laitière interpelle les opérateurs laitiers,

qui s'interrogent sur la capacité future à approvisionner en lait les outils de transformation, et assouplissent les règles d'attribution de volumes complémentaires sans toutefois véhiculer de message offensif pour le moyen terme. **Lactalis a de son côté un positionnement différent.** Pour se recentrer sur les produits de grande consommation français, mieux valorisés et moins sujets aux aléas des marchés mondiaux, le premier industriel laitier privé français a annoncé fin septembre la res-



Lait

structuration de son approvisionnement: sa collecte sera réduite de 450 millions de litres d'ici 2030. Dès 2025-2026, 272 éleveurs de l'est de la France et du sud des Pays de la Loire sont concernés par un arrêt de leur contrat. D'après l'UNELL (association d'organisation de producteurs, regroupant les livreurs à Lactalis), si les éleveurs de l'ouest ne devraient pas avoir de difficultés à obtenir un contrat avec un nouvel opérateur, cela serait plus complexe dans l'Est. Lactalis a également annoncé le non-renouvellement en 2030 de son contrat d'approvisionnement avec la coopérative Unicolait (Moselle), concernant 238 éleveurs.



Lait biologique: la collecte baisse, la consommation se stabilise, mais l'équilibre est encore loin d'être atteint

La consommation de produits laitiers bio, après quatre ans de chute, semble enfin se stabiliser.

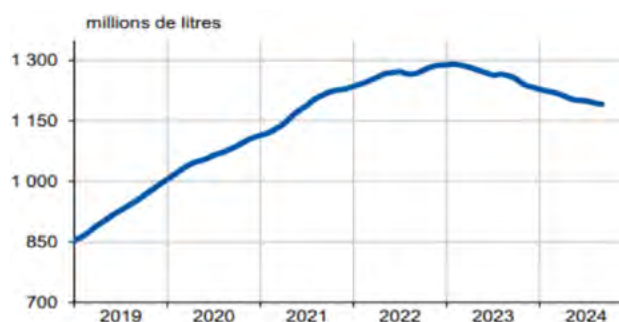
Sur les huit premiers mois 2024, la baisse des achats des ménages est marquée: -13 % pour le lait conditionné, -14 % pour le beurre. Alors que l'inflation se normalise, les tendances sont plus encourageantes sur la fin de la période. La consommation de yaourts bio a ainsi augmenté de 4 % sur le 3^e trimestre 2024 par rapport à la même période 2023; la dynamique s'améliore également sur le beurre. L'écart

de prix entre les produits bio et non bio s'est réduit depuis 3 ans, ce qui peut être un facteur d'encouragement à la consommation de produits bio. Toutefois, si celle-ci repart dans les magasins spécialisés, elle est toujours en recul dans les magasins généralistes. Les volumes de lait liquide bio, qui y atteignaient 12,7 % des volumes vendus en 2020, n'en représentent désormais que 10,3 %.

La production de lait biologique poursuit son recul:

elle diminue de 4 % sur les huit premiers mois 2024, dans la continuité du retrait entamé depuis deux ans. Du fait de la surproduction, les opérateurs ont appelé à la modération de la production, les conversions sont à l'arrêt. D'autres opérateurs rationalisent leur collecte en annonçant qu'ils ne collecteront plus de lait bio dans certains territoires, mettant fin aux contrats d'achat avec leurs producteurs souhaitant toujours valoriser leur lait en agriculture biologique. Les points de collecte diminuent de 5 % en un an, pour moitié en raison d'arrêts d'activité (départs à la retraite sans repreneur), et pour l'autre moitié à cause du retour à l'agriculture conventionnelle. Les excédents de lait bio sont conséquents (de l'ordre de 40 %), mais la nette revalorisation du prix du lait conventionnel permet de les valoriser correctement. Le différentiel de prix de vente entre lait bio et lait conventionnel s'est fortement réduit. ●

Collecte bio 12 mois glissants



Source: CNIEL d'après FranceAgriMer

Bovins viande : les prix élevés ne tirent pas le revenu de tous les éleveurs



par **Nathalie LEBEAU**, *Référente conseil, Cerfrance Saône-et-Loire*
et **Jacques MATHÉ**, *Économiste rural*

L'année 2024 est marquée par des éléments notables. D'abord **climatique**, avec des précipitations exceptionnelles abondantes, qui ont complexifié les récoltes et les semis. Ensuite **économique**, avec des prix de marchés qui augmentent encore pour les bovins de race à viande. Et enfin **sanitaire**, avec un lot de maladies vectorielles et leurs conséquences, qui déstabilisent les marchés et demandent une grande dextérité de la part des éleveurs quant à la protection de la santé de leurs animaux.

Une herbe verte toute l'année

La combinaison de passages pluvieux nombreux et de températures plutôt douces, a été la recette parfaite pour la pousse de l'herbe et ce jusqu'en novembre. Les conditions météo pluvieuses du printemps et de l'automne ont pu conduire à une dégradation des prairies par le piétinement. Néanmoins, les éleveurs ont globalement pu maintenir le pâturage tout l'été, sans trop affourager.

Les quantités de fourrages récoltées sont correctes aussi bien en ensilage et enrubanage au printemps, qu'en foin l'été. Les stocks sont donc excédentaires, mais à quel prix ? Les chantiers ont été compliqués à mettre en place, avec la météo incertaine, et la récolte difficile faute de portance des sols. Par ailleurs, la qualité reste très aléatoire, suivant le mode et la période de récolte. Les éleveurs qui s'en

sortent le mieux, en termes de qualité de fourrages récoltés, restent ceux qui auront multiplié les stades et les modes de récolte. Il sera important de faire analyser ses fourrages, et de caler la ration en conséquence, faute de quoi cela pourrait impacter négativement les performances techniques des troupeaux, comme la préparation aux vêlages, ou à la mise à la reproduction.

Indicateurs de rendements des prairies au 20/08/2024



- **Déficit important : 75 % et moins**
- **Déficit faible : de plus de 75 % à 90 %**
- **Normale : de plus de 90 % à 110 %**
- **Excédent : plus de 110 %**

La taille des pastilles est proportionnelle aux surfaces en prairies permanentes de chaque région fourragère.
Source : INRAe, Météo France, SSP

Bovins viande

Le manque d'offre dynamise les prix de marché

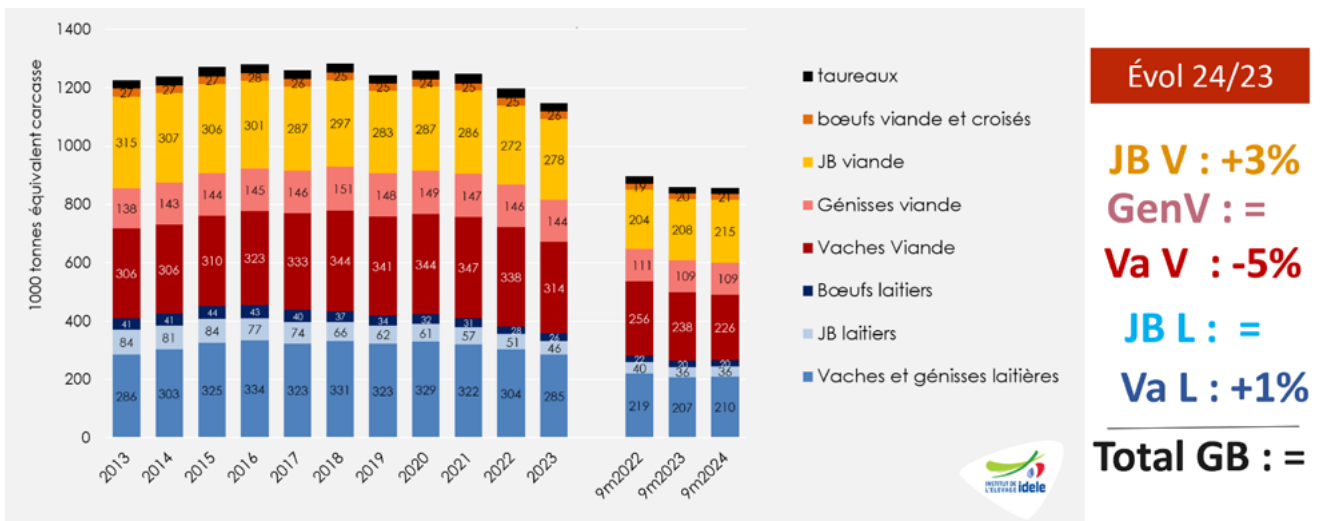
Même si la décapitalisation ralentit, la production de viande bovine devrait tout juste stagner en 2024. En 8 ans, la France a perdu près d'un million de vaches, laitières ou allaitantes. Cela limite forcément la disponibilité d'animaux pour la production de viande et les abattages de gros bovins. Parallèlement, la consommation s'érode sans toutefois s'effondrer. Les ventes reculent en grande distribution mais la consommation de plats cuisinés et en restauration prend le relais. Ces segments sont toutefois davantage ouverts aux viandes importées. Ceci renforce les craintes face aux conces-

sions prévues dans l'accord de libre-échange UE-Mercosur, bien que les volumes de viande sud-américaine sur le marché français soient aujourd'hui très faibles.

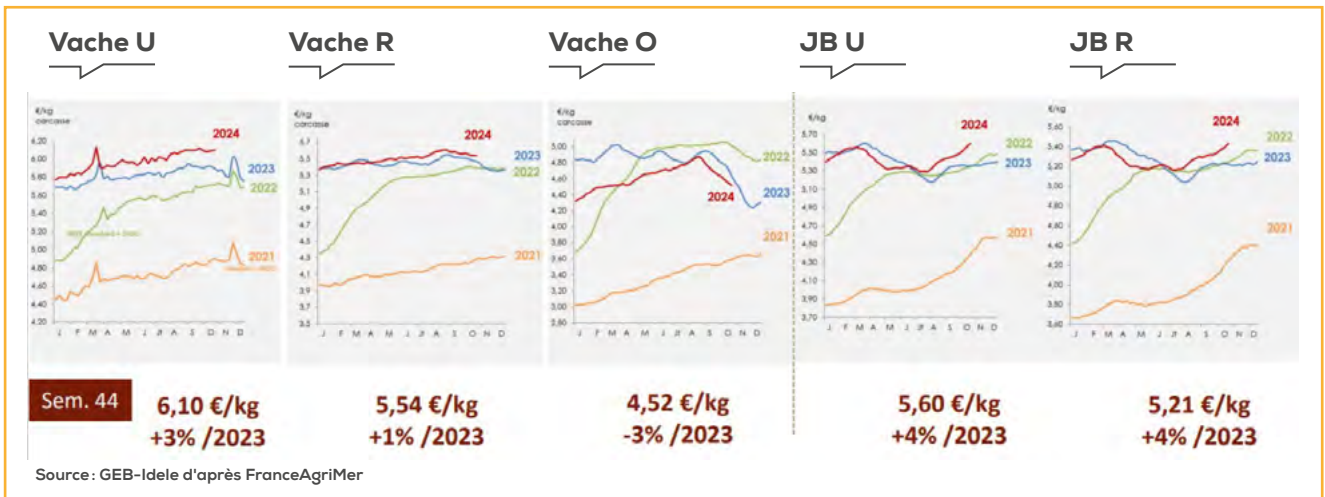
Le manque d'offre, en France mais aussi en Europe continue de tirer les prix de marché à la hausse. Les cotations sont à des niveaux jamais atteints à l'image des 6,10 €/kg de carcasse pour une vache U en semaine 44, soit +3 % / 2023. Cette tendance est constatée également sur les Jeunes Bovins U et R avec +4 % /2023.

Seule la vache de type O (laitière) affiche une baisse saisonnière de 3 %.

Abattages de gros bovins en France



Source: GEB - Idele d'après Normabev



Source: GEB-Idele d'après FranceAgriMer

Bovins viande

Les prix des broutards progressent également, tirés par la baisse des naissances, et donc des disponibilités en maigre et par la concurrence entre acheteurs liée à la dynamique de l'engraissement. La renationalisation de l'engraissement de jeunes bovins constitue la principale parade au manque d'offre, tout du moins à court terme.

Une pression sanitaire de plus en plus présente liée aux maladies vectorielles

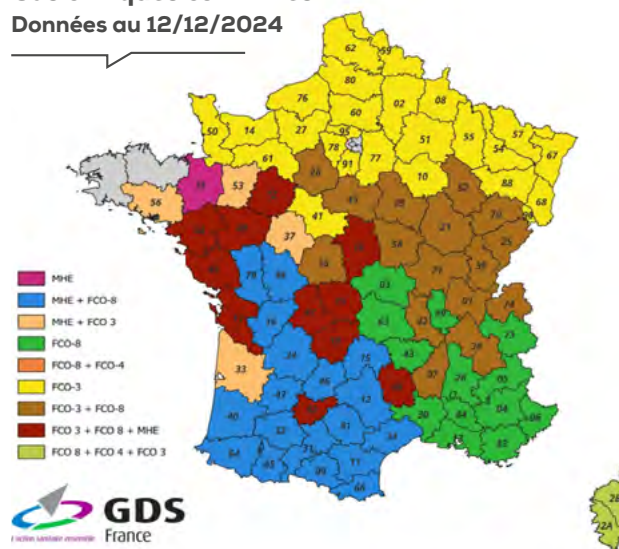
Avec un contexte de baisse de cheptel et de manque de naissances, s'ajoutent les conséquences des maladies vectorielles, qui ont tendance à s'accroître avec les changements climatiques. Une maladie vectorielle est une maladie infectieuse, transmise par des vecteurs essentiellement insectes et acariens hématophages. On connaît la FCO, avec son lot de succession de souches de variants depuis 2006, la dernière en date la FCO 12 présente aux Pays-Bas en octobre 2024, la SBV ou Schmallenberg identifiée en 2011, la Besnoitiose et la petite dernière, la MHE apparue en 2023.

Ce contexte sanitaire délicat a forcément des répercussions sur les cheptels, tels que: des animaux malades à surveiller, une hausse anormale des mortalités, des diminutions des GMQ ou de la production laitière, mais aussi des naissances prématurées, et enfin, une baisse de la fertilité. Il y a également des conséquences financières pesantes pour l'éleveur, avec les mises en place de plans de vaccination, et d'analyses pour continuer à pouvoir vendre ou exposer ses animaux. La pression face cette situation sanitaire reste très inégale dans les élevages français: la situation est beaucoup plus tendue dans le Sud-Ouest, où d'après les résultats du GDS, le département des Pyrénées Atlantiques enregistre une surmortalité de 33 % en octobre 2024 / octobre 2023 (premiers départements impactés par le MHE).



Cette pression sanitaire va continuer de s'accroître compte tenu de la diminution du temps nécessaire à la réplication du virus en Europe du Nord et de l'augmentation du ratio vecteur-hôte en Europe du Sud. C'est pourquoi, les pays d'Europe devront renforcer et combiner leurs efforts en matière de veille sanitaire pour être plus efficaces et réactifs dans la lutte. Et plus à long terme il faudra travailler sur la résistance génétique des animaux, parce qu'au-delà des conséquences dramatiques sur les animaux, ce sont des maladies qui pourraient à terme être transmises à l'Homme.

Cas cliniques confirmés Données au 12/12/2024

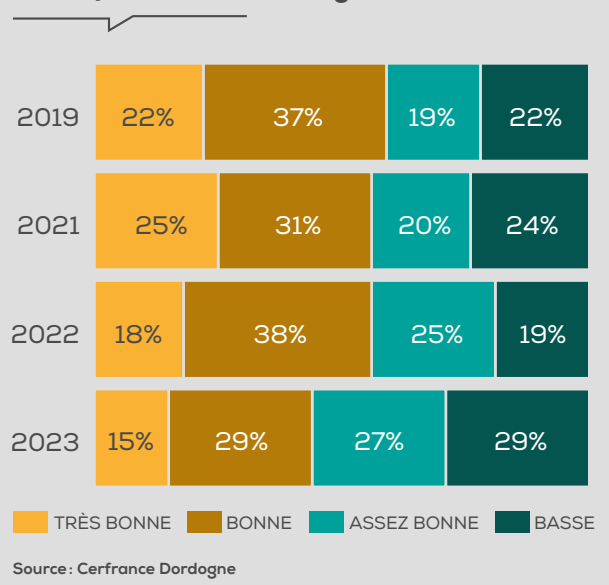


Les élevages ne tirent pas tous profit de la hausse des prix

Depuis 5 ans, toutes catégories confondues, on observe année après année, une augmentation des prix de vente au kg de viande ou à l'animal pour les brouards. C'est la première fois que les éleveurs bénéficient d'une telle embellie dans la durée. La question est donc de savoir si cette embellie se retrouve dans les résultats économiques des exploitations. Est-ce qu'il y a des différences entre systèmes, entre types d'animaux ? Certaines exploitations sont-elles exclues de l'embellie quand d'autres surperformeraient et tireraient avantage de la hausse des prix à la production ?

En moyenne, on observe effectivement une amélioration continue des résultats comme le montre le graphique des exploitations bovines du Limousin/Périgord. Mais cette performance est très inégalement répartie. Malgré des prix attractifs, 20 % des exploitations affichent un résultat par UTAF négatif (- 10 000 par UTAF). Dans le même temps, le 25 % les meilleures dégagent 54 000 € par UTAF. La dispersion des résultats a explosé à mesure que les prix de vente à la ferme augmentaient jusqu'à des rapports de 1 à 50.

Évolution de la performance économique des exploitations du Périgord de 2019 à 2023



Cette observation est identique quels que soient les régions et les systèmes. Dans la zone charolaise et dans les systèmes naisseurs la dispersion des revenus est aussi extrêmement élevée.

Il semble donc que la hausse des prix à la production creuse les écarts de revenus entre les éleveurs. Le groupe de queue n'améliore pas ses performances alors que le groupe de tête engrange les bonis des prix attractifs.

| | 25 % supérieurs | Moyenne | 25 % inférieurs |
|---|-----------------|---------|-----------------|
| POITOU-CHARENTES Résultat courant 2023 / UTAF | 48 000 | 18 000 | -4 000 |
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ Résultat courant 2023 /UTAF | 49 000 | 23 000 | -3 000 |

Source : Cerfrance Poitou-Charentes et Cerfrance BFC

La somme de petits plus et petits moins et le coefficient multiplicateur font la différence

Les facteurs qui expliquent ces écarts sont multiples même si pour chacun le différentiel n'est pas remarquable. En Bourgogne-Franche-Comté, les charges opérationnelles du groupe de queue sont supérieures de 44 € par UGB à celles du groupe de tête, et les charges fixes de 142 € générant un écart de

20 000 € de revenus, rien que sur la maîtrise des charges.

La question de la maîtrise alimentaire semble majeure dans ces exploitations. Elles sont plus consommatrices d'aliments achetés et subissent plus que la moyenne l'inflation du prix des aliments.

En Limousin Périgord, les écarts sur le produit sont également un facteur de réussite, avec 400 € par vache d'écart entre le groupe de tête et le groupe de queue.

Bovins viande

C'est donc la somme de charges en moins et de produits en plus qui explique la dispersion des résultats chez les éleveurs bovins. Il ne semble pas que le type racial ou la localisation de l'exploitation soient déterminants. C'est plutôt une question de savoir-faire, de bonnes décisions prises au bon moment, bref une question de métier (au sens compétences) plutôt que d'outils de production, et encore moins de facteurs externes.

La question de la maîtrise alimentaire semble majeure dans ces exploitations car elles sont très soumises à l'inflation du prix des aliments. Ajoutons-y des charges de structures mal maîtrisées, notamment les charges de mécanisation. L'autre inquiétude est que l'on retrouve des exploitations de très grande taille au bord de la

rupture. Une petite dégradation des produits et/ou une légère augmentation des charges opérationnelles a des conséquences majeures pour les gros troupeaux dans la mesure où le coefficient multiplicateur γ est très élevé.

Au-delà des performances de chaque exploitation, la production bovine reste sous perfusion des aides publiques. À l'instar des prix à la production, ces aides sont un véritable atout pour les exploitations de tête, alors qu'elles n'améliorent pas la performance globale des exploitations de queue. Toute modification dans les politiques de soutien à l'élevage bovin entraînera des conséquences majeures pour ces éleveurs en manque de performance. La déprise que l'on observe déjà pourrait s'accroître avec des conséquences sociales pour la filière bovine. ●

Filière avicole : une reprise prometteuse face aux défis sanitaires, commerciaux et inflationnistes

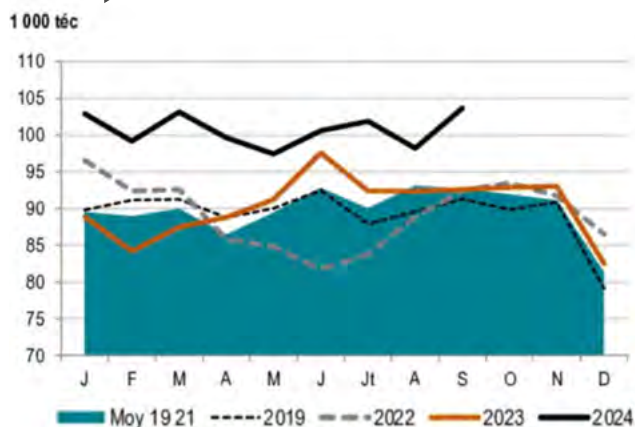


par **Laura PERRIN**, Chargée d'études pour le Pôle Études et Prospective, Cerfrance Bretagne

Une bonne dynamique sur le marché de la volaille de chair en Europe et en France

La production de volailles européenne a globalement progressé de 5,2 % sur les trois premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023, bien que la dynamique varie selon les espèces et les pays. La France et la Pologne enregistrent des hausses dans les abattages de poulet, tandis que les Pays-Bas observent une diminution. En ce qui concerne la dinde, la France connaît une augmentation marquée des abattages (+18,3 %), alors que l'Italie et la Pologne enregistrent des baisses.

Abattage de poulets en France



Source : ITAVI

Filière avicole

L'augmentation des abattages français reflète une hausse des mises en place pour toutes les espèces, notamment le poulet, la dinde, le canard à rôti, le canard gras et la pintade. Les abattages de canards gras ont grimpé de 76 % au premier semestre 2024 par rapport à 2023, témoignant d'un retour à la normale après les précédentes épidémies de grippe aviaire. Avant les fêtes, on enregistrait déjà de fortes demandes en foie gras et magrets.

Cette hausse de production est aussi corrélée à un rebond des exportations françaises (+18 % au 1^{er} trimestre 2024), avec une augmentation des ventes vers l'Union européenne et vers les pays tiers. Parallèlement, les importations de produits avicoles en France diminuent légèrement de 1,1 %. Malgré cette amélioration de la balance commerciale, le solde global reste déficitaire.

Retour de l'influenza aviaire qui reste maîtrisée

Depuis août 2024, la France connaît une recrudescence de foyers de grippe aviaire hautement pathogène (IAHP), dans les élevages de volailles et certaines populations d'oiseaux sauvages. Les premiers cas de cette saison ont été détectés dans plusieurs régions françaises, avec une concentration importante en Bretagne.

Depuis le 8 novembre 2024 la France est passée en statut de risque sanitaire « élevé ». Cette décision a entraîné la mise en place de mesures sanitaires renforcées pour limiter la propagation du virus, notamment des zones de protection et de surveillance autour des foyers confirmés. Les éleveurs doivent ainsi redoubler de vigilance en appliquant strictement les mesures de biosécurité pour limiter les risques d'introduction et de diffusion de l'IAHP dans leurs installations.

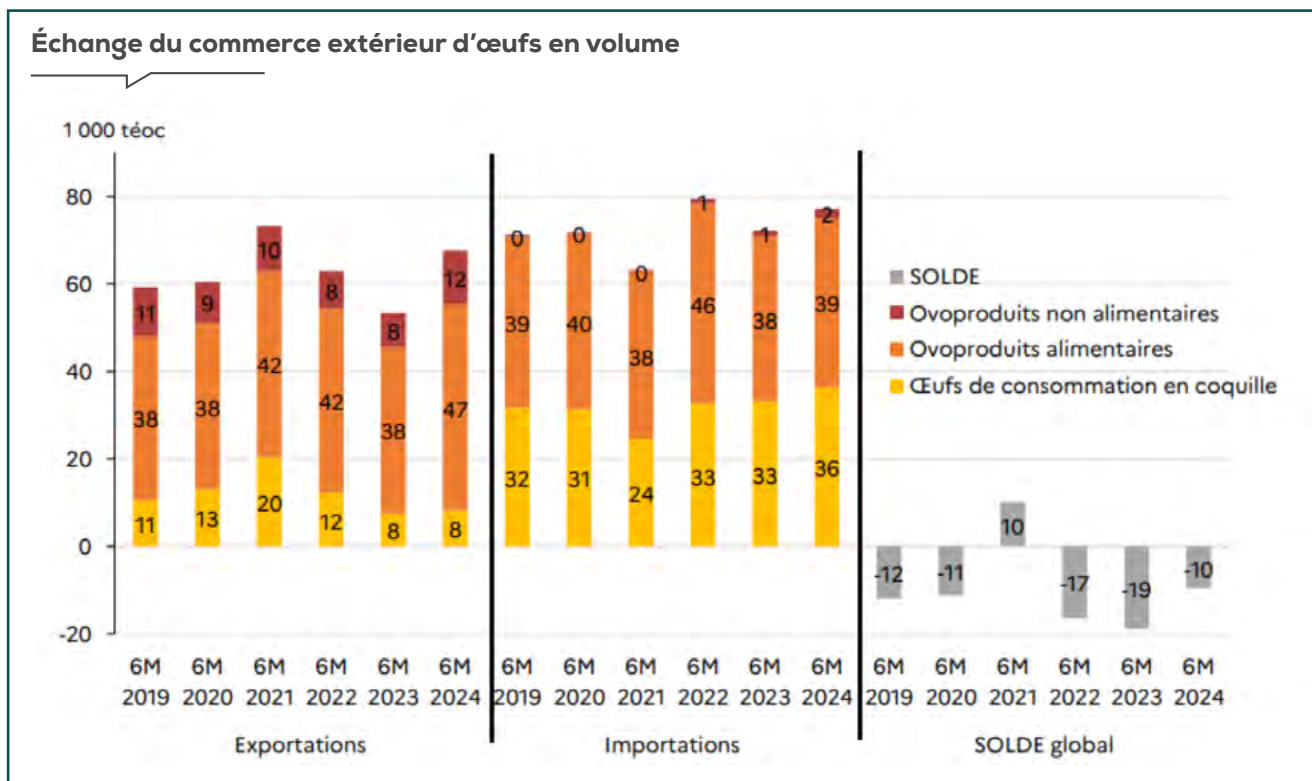
Pour renforcer cette prévention, la campagne de vaccination nationale contre la grippe aviaire initiée le 1^{er} octobre 2024 se concentre sur les canards qui sont particulièrement sensibles au virus. Obligatoire pour les élevages de plus de 250 canards, cette campagne vise environ 2500 exploitations et concerne près de 62 millions de canards à vacciner sur l'ensemble du territoire, à l'exception de la Corse. Financée à hauteur de 70 % par l'État pour les trois premiers mois de cette campagne (jusqu'à fin décembre 2024), son budget total avoisine les 100 millions d'euros.



La France, leader européen du marché de l'œuf encore impacté par les importations ukrainiennes

L'Ukraine reste omniprésente sur le marché européen de l'œuf en totalisant 60 % des volumes d'importations.

La France parvient à conserver sa place de leader européen de l'œuf en 2024 avec des exportations en hausse. Mais ces exportations n'ont pas totalement compensé le niveau des importations. Bien que la balance commerciale se soit améliorée de 9 000 tonnes équivalent coquille (ktéoc), le déficit global reste de 10 000 ktéoc. La composition des échanges diffère : 88 % des



exportations sont constituées d'ovoproduits, dont des ovoproduits non alimentaires (utilisé par exemple dans le milieu cosmétique ou pharmaceutique) qui sont quasiment absents des importations. Les importations, quant à elles, sont constituées d'œufs de consommation en coquille et d'ovoproduits alimentaires.

La consommation dynamique ne bénéficie pas au label et au bio

La consommation de viande de volaille et d'œufs demeure dynamique en France, stimulée par un rapport qualité-prix attractif par rapport aux autres sources de protéines animales, particulièrement en cette période inflationniste. Le poulet voit sa part augmenter pour représenter désormais 80 % de la consommation de viande de volaille. Toutefois, les ventes de poulets entiers Label et BIO ne profitent pas de cette tendance, freinées par une demande qui s'oriente de plus en plus vers la consommation hors domicile et des prix moins compétitifs. Le poulet Label souffre d'un déséquilibre entre

une demande insuffisante et des poulets en place toujours aussi nombreux. Les stocks de viande tirent les prix vers le bas et affectent les marges des producteurs.

De même, pour les œufs, les consommateurs réduisent leurs achats d'œufs bio au profit des œufs issus d'élevages en plein air, moins coûteux.

Les résultats économiques sont pénalisés par les cultures

Dans les exploitations bretonnes spécialisées en aviculture de chair (poulets et dindes), les marges avicoles du 1^{er} semestre 2024 sont en hausse de 6,40 €/m² comparé au 1^{er} semestre 2023. Cependant, le revenu des éleveurs se détériore entre le 1^{er} semestre 2023 et le 1^{er} semestre 2024. En cause, les marges cultures qui ont été divisées par deux et la forte hausse des charges de structure (+8 €/m²).

Ces résultats cachent une énorme disparité entre les éleveurs. Ceux du quart inférieur ont des marges brutes avicoles plus faibles de 14 €/m² comparé à la moyenne sur ce 1^{er} semestre 2024. ●

Production porcine : les prix baissent, les revenus restent élevés



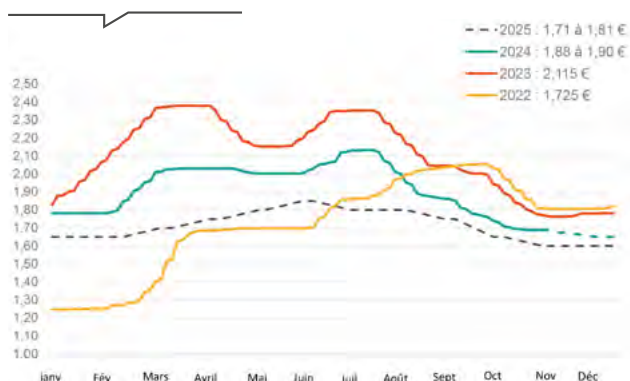
par Anne BRAS, Chargée d'études et de prospective, Cerfrance Bretagne

Le prix du porc diminue en 2024 concomitamment avec le prix des aliments. Les bons résultats économiques des élevages se maintiennent. Après une dizaine d'années de décroissance, la production européenne se stabilise.

Prix du porc en baisse en 2024...

En 2023, le prix de base du porc au MPF³ a atteint le niveau record de 2,115 €/kg avec un premier semestre « euphorique » à 2,20 €/kg. En 2024, il se réajuste à la baisse, inférieur chaque mois de 15 à 35 centimes comparée à la même période 2023. Sur l'année le prix payé (prix de base MPF + plus-value) devrait s'établir autour de 2,06 €/kg net, soit 20 centimes en dessous de 2023. La moyenne quinquennale 2020-2024 restera bien au-dessus de la période 2018-2022, à 1,69 €/kg contre 1,42 €.

Cours du porc MPF Base 56 TMP - Prix de départ élevage



Source: Marché du Porc Français, Plérin.

3. Marché de porc français (ex MPB, Marché du porc breton)

La baisse des prix européens est concomitante de la hausse des prix aux États-Unis et au Brésil, lesquels bénéficiaient depuis 2023 d'un net avantage comparatif à l'export.

Dans sa note de conjoncture de novembre, l'Ifip estime que « La tendance au recul des prix en Europe devrait peu à peu se tarir lorsque les écarts de prix entre les grands pays producteurs se seront réduits ».

...celui de l'aliment aussi

Le prix de l'aliment complet acheté est en recul de 50 €/t comparé à 2023 (334 € contre 384 € - études de groupe Cerfrance Bretagne).

Les élevages qui produisent tout ou partie de l'alimentation de leurs porcs présentent un coût inférieur. Le prix moyen des matières premières achetées et produites se situe autour de 310 €/t. Il faut y ajouter le coût de la fabrication d'aliment, très variable selon l'âge des installations notamment.

Une conjoncture porc-aliment stable

La baisse des cotations de l'aliment, en parallèle à celles du porc, conduit à une **quasi-stabilité de la conjoncture porc-aliment**⁴, à 0,85 €/kg net en 2024 contre 0,87 € en 2023.

Les autres postes de charges augmentent peu (+0,04 €/kg net).

4. Prix de base + différentiel moyenne marché - coût alimentaire (basé sur aliment complet du commerce)

Production porcine

L'aliment représentant 60 à 70 % du coût de revient du kg de porc, il entraîne une réduction de celui-ci (-0,19 €/kg) qui compense intégralement la descente du prix du porc.

Le solde prix payé moins coût de revient demeure donc d'un niveau aussi exceptionnel que celui de 2023. Le très bon cycle sur trois ans compense totalement la conjoncture négative de 2021.

Désendettement et reprise des investissements

Comparés à 2023, les résultats courants des exploitations sont certes pénalisés en 2024 par de moindres marges en cultures mais demeurent à de hauts niveaux.

Les producteurs en ont profité pour se désendetter, avec un taux de 53 % historiquement bas et une **trésorerie positive de 9 €/kg** assez rarement observée. La **légère remontée des annuités** laisse penser que la confiance en l'avenir est suffisante pour inciter à la reprise des investissements.

Stabilisation de la production européenne

La conjoncture actuelle, très favorable, explique sans doute **la stabilisation du cheptel porcin de l'Union européenne en 2024**. Cela ne doit pas faire oublier qu'en dix ans, la production a connu une **décroissance de plus de 7 %**, en accéléra-

tion depuis deux ans avec 30 millions de porcs abattus en moins. Aux difficultés à l'export depuis le ralentissement des achats chinois, s'ajoute depuis plusieurs mois une **baisse des achats des ménages** : -4,2 % sur le porc frais et -1,6 % sur les charcuteries dans l'UE sur les sept premiers mois de l'année 2024.

Modèles contre modèles

D'où des **difficultés dans les maillons abattages** des principaux pays producteurs, à l'instar de Danish Crown. Ce leader de la viande porcine (74 % des abattages au Danemark), qui a vu son activité baisser de 30 % depuis 2012, vient d'annoncer 500 licenciements.

Mais toutes les filières porcines européennes ne sont pas dans la même situation selon les choix opérés au cours des dernières décennies. Spécialisation dans le naisseur aux Pays-Bas et plus encore au Danemark, orientation engraissement pour les Allemands et les Polonais, modèle naisseurs-engraisseurs autonome des Français et des Espagnols. Certains pays très dépendants de l'export (Danemark, Espagne) quand d'autres tels la France affichent un auto-approvisionnement d'environ 100 %. Dans un contexte géopolitique compliqué, les gagnants d'hier ne sont plus forcément ceux d'aujourd'hui et de demain. Le modèle familial et autonome français n'a sans doute pas dit son dernier mot, à condition de motiver la jeune génération pour que les éleveurs trouvent repreneurs et salariés. ●



Conseil National du Réseau CERFRANCE
18 rue de l'Armorique 75 015 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication : Benoît Hureau

Directeur de la rédaction : Philippe Boulet

Rédacteur en chef : Mélanie Richard

Membres du comité de rédaction : Xavier Beaufiles, Philippe Boulet, Anne Bras, Guillaume Géraud, Mélanie Jugé, Michel Lagache, Nathalie Lebeau, Thierry Lemaître, Laura Perrin, Jacques Mathé, Mélanie Richard, Mathilde Schryve.

Réalisation : Les P'tits Papiers

Crédit photo : © AdobeStock